

Ansar Dine exige le « divorce » du Mali avec l'Azawad



Le groupe islamiste Ansar Dine s'impatiente. Il a réclamé l'autonomie de l'Azawad et l'application de la charia dans cette région du nord-Mali, avant les négociations qui auront lieu le 10 janvier prochain avec le médiateur burkinabè, Blaise Compaoré.

Ansar Dine hausse le ton. Le groupe islamiste contrôlant le nord-Mali avec d'autres mouvements armés, réclame un « divorce par consentement » du Mali avec la région de l'Azawad. Des revendications émises dans un document remis le 1er janvier au médiateur Blaise Compaoré, président du Burkina Faso. Selon Ansar Dine, « Il faut accorder à l'Azawad une large autonomie dans le cadre d'un Etat refondé du Mali se démarquant sans ambiguïté de la laïcité ». Mais la communauté internationale est fermement opposé à une partition du Mali, engluée dans la crise depuis le coup d'Etat mené par le capitaine Amadou Sanogo contre Amadou Toumani Touré.

Ansar Dine, qui accuse les autorités à Bamako d'« un manque de volonté sincère de paix et de négociations », exige également l'application de la charia dans la région de l'Azawad, disputée aussi par les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Une exigence « non négociable », insiste le groupe islamiste. Comme « le peuple malien est à 95% musulman », argue-t-il, le « caractère islamique de l'Etat du Mali doit être proclamé solennellement dans la Constitution ». Toutefois, il s'engage à s'adapter à « l'air du temps, notamment dans la mise en œuvre de certaines dispositions de la législation pénale islamique », faisant référence aux différentes amputations perpétrées dans le nord contre ceux qui allaient à l'encontre de la loi islamique.

Ansar Dine veut gagner du temps

Néanmoins Ansar Dine, compte bien poursuivre les négociations. La prochaine rencontre avec le médiateur burkinabè est prévue le 10 janvier prochain. En prenant de telles mesures, le groupe cherche à gagner du temps, selon le politologue Michel Galy, contacté par Afrik.com : « Il s'agit d'un processus de négociation illusoire. Ansar Dine et le MNLA essayent de retarder l'intervention militaire au Nord-Mali. Et demandent des gages à la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), aux Maliens et aux Occidentaux ».

L'intervention militaire n'aura pas lieu avant l'automne 2013. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) devrait déployer près de 4000 hommes. Ces derniers, soutenus logistiquement par la France et de multiples pays européens, vont suivre une formation afin d'être opérationnels face aux différents groupes armés islamistes du nord-Mali. L'envoi d'une force dans la région devrait donc prendre plus de temps que prévu. La stratégie d'Ansar Dine, qui souhaite à tout prix gagner du temps pour retarder l'offensive, pourrait se révéler payante.